



## La campagne

Le gouvernement fédéral passe actuellement en revue le Programme canadien de prêts aux étudiants. La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants propose que le gouvernement augmente le nombre de bourses offertes aux étudiantes et étudiants qui ont le plus besoin d'aide financière. Cette proposition est possible si le gouvernement remplace la Fondation des bourses d'études du millénaire par un système national de bourses accordées en fonction du besoin et administré par le Programme canadien de prêts aux étudiants.



## L'éducation ne devrait pas être une sentence d'endettement

- Plus de la moitié des étudiantes et étudiants du postsecondaire ont besoin d'une certaine aide financière.
- Les trois quarts des étudiantes et étudiants qui reçoivent des prêts croient qu'ils seraient incapables de participer à l'éducation supérieure sans aide financière.
- Un système national de bourses accordées en fonction du besoin abaisserait les niveaux décourageants de dette étudiante et améliorerait l'accès aux universités et aux collèges.

## La Fondation des bourses d'études du millénaire

- Lorsque la Fondation des bourses d'études du millénaire a été mise sur pied, les gouvernements provinciaux ont signé des accords de maintien de leurs contributions à l'aide financière aux études non exécutoires.
- Cependant, plusieurs gouvernements provinciaux ont simplement réduit leurs programmes de bourses et ont laissé aux dollars de la Fondation combler l'écart, ce qui n'a guère avancé la population étudiante.

## Utilisations provinciales inappropriées – Exemple 1 : Nouvelle-Écosse

- Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a simplement ignoré l'accord, en canalisant consciemment les fonds destinés aux étudiantes et étudiants à d'autres revenus du gouvernement.
- Quatre années se sont écoulées avant que la Fondation ait décidé d'imposer l'accord.
- En 2003, un nouveau programme provincial utilisant les fonds de la Fondation des bourses d'études du millénaire a été annoncé. Ce programme est un régime complexe de remise de dette « en fin de période » qui n'améliorera en rien l'accès à l'éducation postsecondaire en Nouvelle-Écosse.

## Utilisations provinciales inappropriées – Exemple 2 : Saskatchewan

- En Saskatchewan, le gouvernement provincial n'a pas réinvesti les sommes déplacées dans l'aide financière aux études.

**« Je suis tenté de croire que la livraison de fonds par l'intermédiaire d'organismes autonomes n'est pas nécessairement la meilleure politique publique. »**

*Rob Clift, consultant rémunéré de la Fondation des bourses d'études du millénaire.*

- Le gouvernement de la Saskatchewan a informé la FBEM qu'il avait utilisé les fonds de la Fondation pour modérer les hausses de frais de scolarité. Cependant, depuis la création de la FBEM, les frais de scolarité en Saskatchewan ont augmenté de 69 %.

- Par conséquent, l'étudiante ou l'étudiant très nécessiteux en Saskatchewan à qui on avait promis une réduction de dette de 12 000 \$ après l'obtention du diplôme se retrouve avec une dette plus lourde d'au moins 1500 \$.

## La reddition de comptes publics

- Outre ses échecs d'exploitation, la Fondation vient de susciter des préoccupations en matière d'éthique suite à des contrats de recherche lucratifs accordés à d'anciens employés.
- En 2005, la Fondation a accordé un contrat de quatre millions de dollars à deux de ses anciens employés qui avaient quitté la Fondation pour se joindre à une firme de consultation établie aux É.-U.

**« L'impact direct de la FCBE sur l'accès varie donc probablement de limité et indirect à non existant. »**

*Évaluation du rendement de la Fondation, Institut des relations intergouvernementales, 30 mai 2003*